



Programme D'action Strategique (PAS) du Bassin du Lac Tchad

Version Abrégée

31/07/2023



Table des Matieres

Liste des Acronymes.....	ii
Resume.....	01
Preface.....	02
01. Introduction et Contexte.....	04
02. Vision et Objectifs Strategiques.....	06
2.1. Vision et Objectifs Stratégiques.....	06
2.2. Théorie de changement.....	07
03. Domaines D'actions et Interventions Prioritaires.....	09
04. Financement et Modalites de Mise en Œuvre du PAS.....	16
4.1. Sources potentielles de financement du PAS.....	16
4.2. Principes de mise en œuvre du PAS.....	16

Liste des Acronymes

ADT	Analyse Diagnostique Transfrontalière
AFROSAI	African Organization of Supreme Audit Institutions
AMCOW	African Ministers' Council on Water
BAD	Banque Africaine de Développement
BLT	Bassin du Lac Tchad
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CIWA	Cooperation in International Waters/Programme de Coopération sur les Eaux Internationales
CNRD	Centre National de Recherche pour le Développement (firme de consultance)
EU	European Union/Union Européenne
FAE	Facilité Africaine de l'Eau (BAD)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
GWP	Global Water Partnership (Partenariat mondial de l'eau)
ODD	Objectif de Développement Durable
PAS	Programme d'Action Stratégique
PETP	Problème Environnemental Transfrontalier Prioritaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RAOB	Réseau Africain des Organisations de Bassin
RCA	République Centrafricaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
WASSMO	Water And Sanitation Sector Monitoring/ Plateforme de Suivi du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement

Le Bassin du Lac Tchad est l'un des tout premiers bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers dans lesquels l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) et le Programme d'Action Stratégique (PAS) ont été développés. L'ADT et le PAS sont des instruments de planification promus par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour aider à identifier et trouver des solutions aux problèmes environnementaux prioritaires posés dans les écosystèmes transfrontaliers comme les bassins fluviaux ou lacustres partagés.

La première ADT du Bassin du Lac Tchad a été élaborée en 2005, suivie du PAS datant de 2008. Les évolutions rapides du contexte hydro-climatique, écologique, socio-économique et sécuritaire du bassin avaient rendu nécessaire la mise à jour de l'ADT, ce qui fut fait en 2018 et, en conséquence, celle du PAS, ce qui est l'objet du présent document.

L'objet du présent PAS est de trouver des réponses aux problèmes environnementaux transfrontaliers prioritaires (PETP) identifiés dans l'ADT de 2018. Les PETP identifiés dans l'ADT sont relatifs à :

- i. la variabilité du régime hydrologique et hydrogéologique;
- ii. la dégradation de la biodiversité;
- iii. la sédimentation; et,
- iv. la variabilité et le changement climatiques

Face à ces menaces, les parties prenantes du bassin du Lac Tchad engagés dans le processus de formulation du PAS ont convenu d'une vision ambitieuse qui cherche à inverser les tendances à la dégradation des ressources naturelles et œuvrer pour la restauration de l'environnement et des paysages autrefois verdoyants du bassin. La déclaration de vision convenue pour un horizon de 15 ans est la suivante : *“En 2037, les ressources naturelles et les paysages jadis luxuriants du Lac Tchad et son bassin sont réhabilités et gérés de façon durable et équitable pour renforcer la résilience à la variabilité et au changement climatiques, soutenir la croissance économique inclusive, la prospérité et améliorer la cohésion sociale, l'esprit de solidarité et de partage dans un contexte régional de paix et de sécurité.”* Les objectifs de qualité de l'environnement (OQE) ci-après ont été définis pour réaliser la vision

- ▶ **OQE 1.** Gestion intégrée, efficiente et durable des ressources en eau douce de surface, souterraines et pluviales pour répondre aux besoins croissants et concurrents des États, secteurs et usagers, y compris des écosystèmes;
- ▶ **OQE 2.** Conservation de la biodiversité par la restauration et la gestion durable des écosystèmes et en particulier des habitats sensibles pour la protection et la survie des espèces menacées et endémiques du bassin ;
- ▶ **OQE 3.** Ralentissement et, par endroits, inversion du processus d'ensablement et d'envasement au point où il ne constitue plus une entrave majeure au développement des activités productives, à la santé humaine et animale et des écosystèmes dans le lac et ses tributaires ;
- ▶ **OQE 4.** Réduction de la vulnérabilité et renforcement de la résilience des populations humaines et animales, des systèmes de production et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et de changement climatiques ;.
- ▶ A ces OQE, s'ajoute un objectif transversal relatif à la mise en place d'un cadre de gouvernance habilitant..

Pour chacun des cinq objectifs (OQE et Objectif transversal), le PAS définit un Domaine d'action (DA). Les cinq DA retenus sont par la suite désagregés en actions. Au total, le PAS compte 24 Domaines d'Action et 89 Actions.

Le budget estimatif du PAS sur 15 ans s'élève à environ 210 millions US\$ dont 73 millions pour la première phase de 5 ans (2023-2027). Cette première phase fait l'objet d'un plan d'action quinquennal succinct présenté en annexe.

Autant par le nombre et la diversité des actions que par le budget, le PAS est donc ambitieux. Sa mise en œuvre requiert des efforts soutenus et de la créativité dans la mobilisation des financements. Parmi les pistes à explorer, il est suggéré de saisir l'opportunité de l'extension de la durée d'exécution de certains des projets en cours et arrivant à échéance dans les prochains mois. En phase d'extension, lesdits projets devraient pouvoir contribuer au financement d'actions prioritaires du PAS. Une autre piste est d'envisager la mise en place d'un fonds fiduciaire (ou d'une fondation) dédié au financement de la conservation et de la gestion durable de l'eau et de l'environnement du bassin du Lac Tchad. Ce fonds serait en grande partie financé à partir des ressources générées par la mise en œuvre des dispositions de la Charte de l'eau telles que le principe préleveur-payeur ou pollueur-payeur. De façon générale, la mobilisation tout comme la mise en œuvre du PAS sont considérées comme des responsabilités partagées entre la CBLT, les États membres et les acteurs non-étatiques intervenant dans le bassin.



PREFACE

Dans leurs carnets de voyage, les explorateurs européens ayant visité l'Afrique centrale entre le 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle se sont émerveillés devant les étendues de vertes prairies et les terres fertiles du Lac Tchad et son bassin – un écosystème unique, un véritable paradis terrestre abritant une faune riche et variée¹.

Situé au cœur de la zone saharo-sahélienne, le Lac Tchad apparaît en effet comme une oasis géante dans un environnement hyperaride. En dépit d'une faible pluviométrie et l'importance de l'évaporation due à la température élevée, le lac reste un plan d'eau douce permanent, dont l'étendue varie considérablement d'une année à l'autre et saisonnièrement. En dessous du lac gît un trésor insoupçonné : un aquifère gigantesque renfermant une réserve estimée à 675 milliards de mètres cubes d'eau². Ces caractéristiques hydrogéologiques et hydro-climatiques distinctives ont façonné l'écosystème particulier du lac où prospèrent une biodiversité luxuriante et une économie locale dynamique reposant sur des systèmes de production variés tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse et l'exploitation des produits forestiers. Ainsi, la région du lac, avec ses îlots enchanteurs, ses rives fertiles et son vaste bassin, a été le témoin privilégié d'intenses échanges commerciaux et culturels ainsi que le métissage entre peuples riverains. Un tel contexte a favorisé l'émergence de civilisations brillantes et d'États puissants.

Au cours des dernières décennies les enjeux de gestion du lac et de son bassin se sont multipliés et complexifiés. La population vivant dans les îlots et le littoral du lac est passée de 700.000 personnes dans les années 1970 à près de 3 millions aujourd'hui – le bassin conventionnel abritant entre 50 et 60 millions de personnes. Cette croissance démographique galopante exerce une pression croissante sur les ressources du bassin, mettant à rude épreuve son écosystème fragile. Au même moment, l'hydraulicité du lac, soumise à une forte variabilité climatique interannuelle, semble s'inscrire dans une tendance baissière sur le long terme, entraînant le repli de la superficie moyenne du plan d'eau. La dégradation de l'environnement du bassin se manifeste aussi par un niveau de déboisement avancé, l'ensablement rapide du lac et de ses chenaux d'alimentation, la prolifération des végétaux aquatiques et la perte de biodiversité. Depuis plus d'une décennie, la région du lac est le théâtre de confrontations armées entre forces de défense nationale et groupes d'insurgés, plongeant la région dans une insécurité chronique.

Devant les menaces sur cet écosystème unique, les pays riverains du lac créèrent la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) aux lendemains de leur accès à l'indépendance. Forte aujourd'hui de six Etats membres (Cameroun, Libye, Niger, Nigeria, République centrafricaine et Tchad), la CBLT a pour mission d'assurer la gestion du lac et ses ressources en eau partagées, la préservation des écosystèmes et la promotion de l'intégration régionale, de la paix, de la sécurité et du développement dans la région du lac.

1. Extraits de carnets de voyage d'explorateurs dans l'Atlas du Lac Tchad. Passages. Paris (Magrin, G.; J. Lemoalle; R. Pourtier. 2015)

2. CNRD. 2020. Etudes paléoclimatologiques et hydroclimatologiques. Projet Biosphère et Patrimoines du Lac Tchad (Projet BIOPALT). CBLT-UNESCO-AfDB-IRD-CNDR. N'Djamena. Janvier

Le Plan d'Action Stratégique (PAS) 2023-2037 ainsi que l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) sur laquelle il s'appuie sont d'importants instruments de diagnostic et de planification participative dont la CBLT s'est dotée pour répondre aux enjeux et périls mentionnés plus haut. Sur la base des problèmes identifiés dans l'ADT actualisée (2018) du bassin du Lac Tchad, le présent PAS définit des objectifs de qualité de l'environnement qui concourent à la réalisation d'une vision à long terme de restauration et de gestion durable ressources du bassin. L'objectif visé est de renforcer la résilience à la variabilité et au changement climatiques, soutenir la croissance économique inclusive, et promouvoir la solidarité et le partage entre populations et Etats riverains dans un contexte régional de paix et de sécurité. Avec ce PAS, la CBLT et les parties prenantes du bassin du Lac Tchad disposent d'un outil précieux d'orientation stratégique [une étoile polaire, un phare] qui balise la voie pour arriver à la destination convenue, affirmée dans la vision consensuelle.

À la suite de son endossement par le Conseil des Ministres puis par le Sommet des Chefs d'Etats de la CBLT tenus à Abuja en novembre 2022, le présent PAS est désormais un document officiel de planification de la CBLT. Son financement et sa mise en œuvre incombent au premier chef à la CBLT et à ses Etats membres. Mais il s'agit aussi de la responsabilité partagée de toutes les parties prenantes, et en particulier des usagers des ressources du bassin, des collectivités locales, des organisations non gouvernementales, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers.

À tous, je lance un appel pour un engagement résolu, constructif et coordonné pour la restauration, la sauvegarde et l'utilisation durable des ressources du bassin du Lac Tchad, notre patrimoine commun.

S.E. MAMMAN NUHU

Secrétaire Exécutif, Commission du Bassin du Lac Tchad

signature of author



01. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le bassin conventionnel du Lac Tchad – coïncidant dans une large mesure à la partie active du bassin versant – s'étend sur 984.455 km², et couvre en partie les territoires du Tchad (37% du bassin conventionnel); Cameroun (6%); Nigeria (21%); Niger (16%); République centrafricaine -RCA (20%). Au milieu de cet hydrosystème, le plan d'eau du Lac Tchad est sujet à de fortes variations saisonnières et interannuelles, rythmées par la variabilité des conditions hydro-pluviométriques. Dans sa configuration de moyen à grand lac – configurations pendant lesquelles le plan d'eau couvre 10.000 à 25.000 km² – le Lac Tchad est classé 4^{ème} plus grand lac africain après les lacs Victoria, Tanganyika et Malawi. Il est aussi le plus grand lac d'eau douce endoréique du monde.

A cheval sur la zone sahélienne et le désert du Sahara, entre les isohyètes 500 mm au sud et moins de 200 mm au nord, le Lac Tchad est comparable à une oasis géante dans un environnement hyperaride. Il est en conséquence une zone de forte concentration de populations humaines et animales. On estime que 50 millions de personnes vivent dans le bassin hydrographique du Lac Tchad. La moitié de cette population habite la partie nigériane du bassin qui ne représente pourtant que 7,5 % de la superficie totale du bassin.

Le bassin du Lac Tchad fait face à un grand nombre de défis. Du fait de la variabilité et du changement climatiques, le plan d'eau du lac s'est fortement rétréci au cours des dernières décades, passant de 25.000 km² au début des années 1960 à 1350 km² dans les années 1980, soit un repli de 90%. Aujourd'hui la superficie du plan d'eau oscille entre 8.000 et 14.000 km² selon les conditions hydro-pluviométriques annuelles. La migration vers le sud des isohyètes et l'avancée du désert accélèrent l'ensablement dans des parties du bassin, ce qui s'ajoute à l'envasement résultant de l'accentuation de l'érosion et de la dégradation des berges dans les principaux fleuves qui alimentent le lac (Chari-Logone, Komadugu Yobe). Les plantes envahissantes qui ont aujourd'hui colonisé une grande partie du lac ainsi que des plaines d'inondation du bassin continuent de progresser d'année en année. Depuis le début des années 2000, la région du Lac Tchad est le théâtre d'affrontements entre des mouvements terroristes et les forces armées des pays riverains, entraînant un climat d'insécurité et le déplacement massif de populations. De façon générale, la dégradation de l'environnement du bassin du Lac Tchad reste étroitement liée à des déficiences majeures de gouvernance et de gestion durable des eaux et des autres ressources naturelles du bassin.

La CBLT a été créée en 1964, avec pour mandat de : (a) gérer de façon durable et équitable les eaux du Lac Tchad et les autres ressources transfrontalières du bassin; (b) conserver et protéger les écosystèmes et, (c) préserver et promouvoir l'intégration, la paix et la sécurité transfrontalière dans le bassin. La CBLT se retrouve donc aux avant-postes dans la recherche de réponses aux grands défis actuels et émergents du bassin. A cet effet, la CBLT a besoin d'instruments efficaces et adaptés pour faire face aux multiples menaces qui assaillent le bassin du Lac Tchad.

Le Plan d'Action Stratégique (PAS) est un des outils à la disposition des organisations de bassin partagé pour formuler et mettre en œuvre des solutions à des problèmes environnementaux transfrontaliers prioritaires préalablement

identifiés dans l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT). L'ADT et le PAS sont donc des outils complémentaires de planification et d'aide à la décision conçus dans le cadre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Le bassin du Lac Tchad l'un des premiers bassins fluviaux et lacustres dans lesquelles un exercice d'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) a été réalisé. Sur la base de l'ADT du bassin de Lac Tchad réalisé en 2005, le premier Plan d'Action Stratégique (PAS) a été élaboré en 2008.

La première ADT du bassin fut mise à jour en 2018, prenant en compte des facteurs nouveaux tels que l'adoption en 2000 de la Vision 2025 du bassin du Lac Tchad puis de la Charte de l'Eau en 2012 ainsi que la péjoration continue du contexte hydro-climatique, écologique et sécuritaire. Après avoir procédé à la revue et à l'examen détaillé des défis et menaces qui se posent dans le bassin, l'ADT de 2018 en a retenu 4, considérés alors comme les problèmes environnementaux transfrontaliers prioritaires (PETP) et/ou partagés les plus urgents à résoudre dans la phase subséquente du PAS. Ces PETP sont les suivants :

PETP 1. Variabilité du régime hydrologique et hydrogéologique. Ce problème a trait à : (a) la fréquence et à l'importance élevées de variabilité hydrologique; (b) la tendance au rétrécissement du lac à la suite de la baisse de l'hydraulicité dans le réseau hydrographique qui l'alimente; (c) la tendance à la baisse du niveau statique des eaux souterraines résultant de la réduction de la recharge des aquifères.

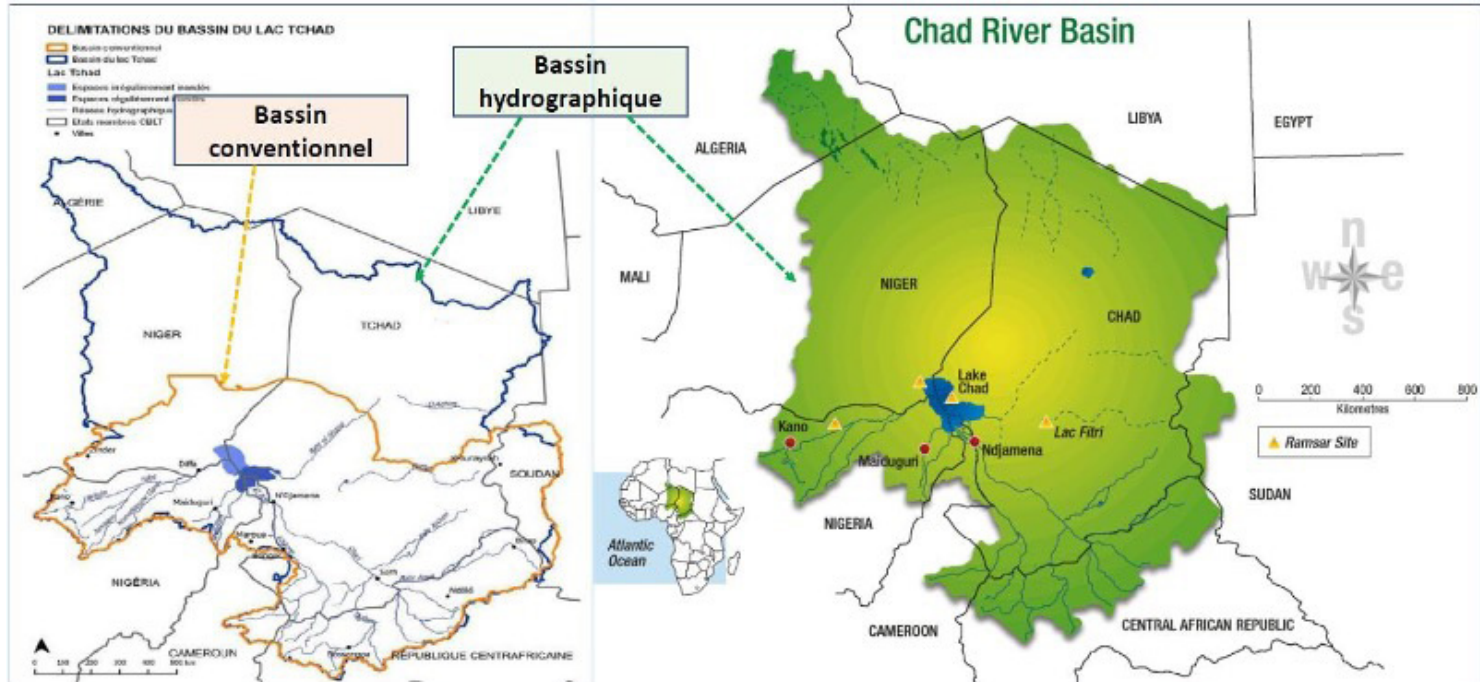
PETP 2. Dégradation de la biodiversité. Ce problème combine la baisse de la diversité des ressources biologiques, la perte et la modification des écosystèmes, la prolifération d'espèces envahissantes, la baisse des stocks de poissons et de la diversité de la population piscicole, les menaces sur les espèces fauniques et florales rares ou endémiques, etc.

PETP 3. Sédimentation. Ce problème concerne l'accélération de l'envasement (dépôts sédimentaires) et l'ensablement du plan d'eau du lac et des tributaires. La sédimentation est étroitement associée à l'érosion éolienne et hydrique.

PETP 4. Variabilité et changement climatiques. Du point de vue de l'ADT, la variabilité et le changement climatiques constituent un problème transversal qui joue un rôle d'amplificateur des autres problèmes prioritaires et de la dégradation des moyens de subsistance et de la cohésion sociale ou de la coexistence pacifique entre les différentes communautés du bassin. L'ADT met en évidence la vulnérabilité du bassin (milieux physique, humain et animal) aux impacts de la variabilité et du changement climatiques.

La mise à jour de l'ADT en 2018 imposait la révision du PAS pour prendre en compte les défis nouveaux. Le présent document est le produit du processus de révision et de mise à jour du PAS. Le PAS mis à jour décline la vision consensuelle convenue entre les parties prenantes du bassin lors du processus participatif de révision dudit PAS. Il présente les objectifs de qualité de l'environnement (OQE) qui sous-tendent cette vision, les domaines d'action et les actions recommandées, la stratégie de mobilisation des fonds, ainsi que les principes et modalités de mise en œuvre du PAS. Le premier quinquennat du PAS est présenté sous forme de matrice en annexe.

- a. la mauvaise gouvernance (avec notamment l'absence de politiques adéquates, le faible niveau d'application desdites politiques, etc.);
- b. le manque de connaissance sur les aspects environnementaux; et,
- c. la nécessité d'améliorer les capacités à tous les niveaux. Du point de vue de l'ADT 2018, ces facteurs transversaux agissent comme des causes transversales, communes à beaucoup des problèmes prioritaires.



02. VISION ET OBJECTIFS STRATEGIQUES

2.1. Vision et Objectifs Stratégiques

La vision à long terme issue du processus participatif de formulation du PAS ambitionne de réaliser la conservation durable du Lac Tchad et des autres zones humides, d'assurer la sécurité économique des ressources en eau douce, la biodiversité et les ressources aquatiques, et de réduire le niveau de pauvreté dans le bassin. La vision du Programme d'Action Stratégique (PAS) s'aligne également sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et l'Agenda 2030 sur le développement durable. L'atteinte des objectifs de développement durable dépend de la gestion équitable et saine des ressources en eau dans le bassin du Lac Tchad.

La déclaration de vision pour le PAS convenue entre les parties prenantes clés du bassin du lac Tchad est la suivante :

“

En 2037, les ressources naturelles et les paysages jadis luxuriants du Lac Tchad et son bassin sont réhabilités et gérés de façon durable et équitable pour renforcer la résilience à la variabilité et au changement climatiques, soutenir la croissance économique inclusive, la prospérité et améliorer la cohésion sociale, l'esprit de solidarité et de partage dans un contexte régional de paix et de sécurité.

”

Un objectif de qualité de l'environnement est défini en réponse à chaque problème environnemental transfrontalier prioritaire identifié dans l'ADT :

Problèmes environnementaux prioritaires identifiés dans l'ADT	Objectifs de qualité de l'Environnement (OQE)
Problème 1. Variabilité du régime hydrologique et hydrogéologique	OQE 1. Gestion intégrée, efficiente et durable des ressources en eau douce de surface, souterraines et pluviales pour répondre aux besoins croissants et concurrents des Etats, secteurs et usagers, y compris des écosystèmes
Problème 2. Dégradation de la biodiversité	OQE 2. Conservation de la biodiversité par la restauration et la gestion durable des écosystèmes et en particulier des habitats sensibles pour la protection et la survie des espèces menacées et endémiques du bassin
Problème 3. Sédimentation	OQE 3. Ralentissement et, par endroits, inversion du processus d'ensablement et d'envasement au point où il ne constitue plus une entrave majeure au développement des activités productives, à la santé humaine et animale et des écosystèmes dans le lac et ses tributaires.
Problème 4. Variabilité et changement climatiques.	OQE 4. Réduction de la vulnérabilité et renforcement de la résilience des populations humaines et animales, des systèmes de production et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et de changement climatiques

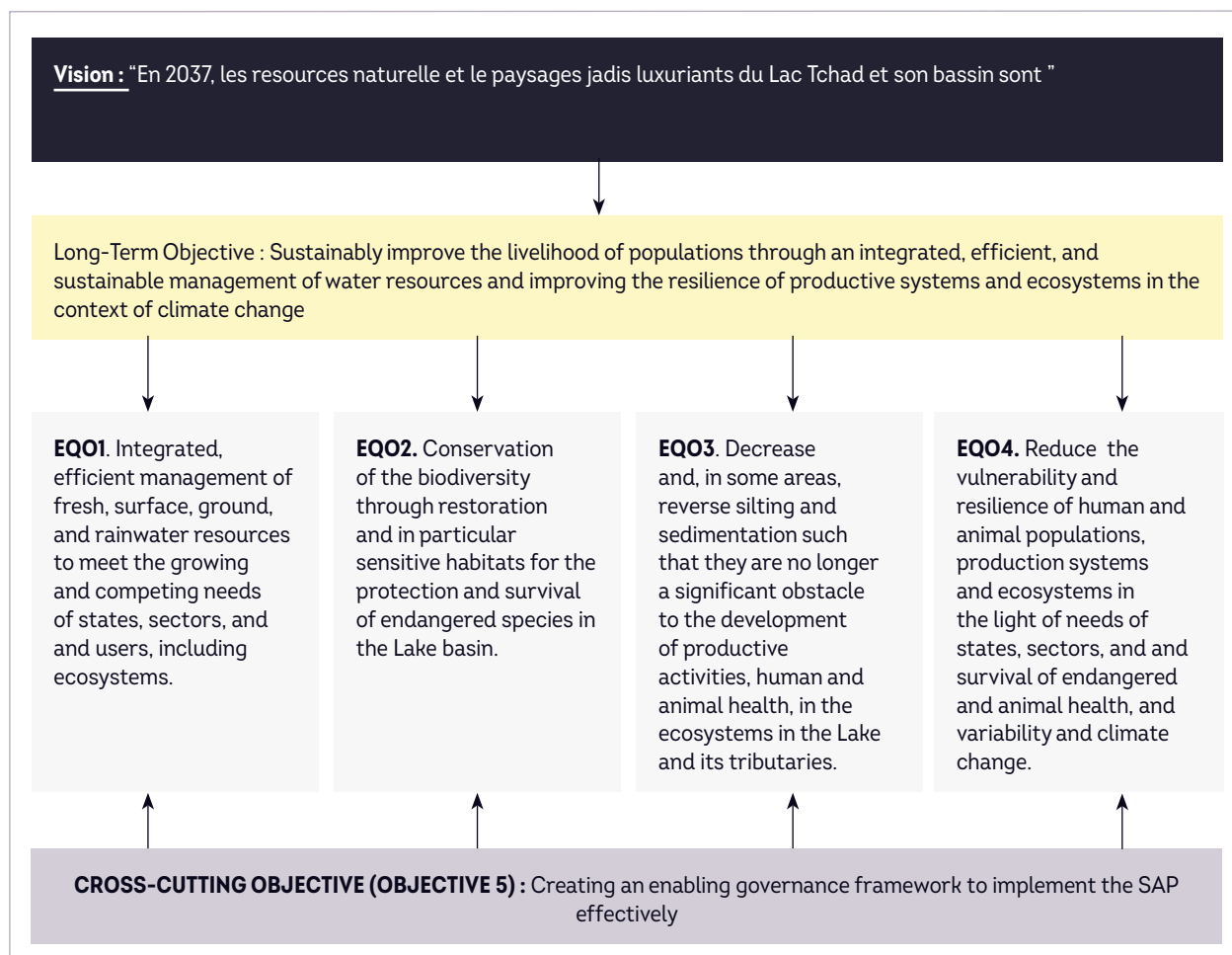
2.2. Théorie de changement

Jusqu'au début du 16^{ème} siècle, la région du Lac Tchad abritait une dense végétation et une faune abondante et diversifiée. Ceci en faisait un lieu de convergence et de concentration humaine qui contraste avec la désolation des contrées arides environnantes. Des puissants Etats aux brillantes civilisations s'y sont succédé depuis au moins le 5^{ème} siècle de notre ère. Par la suite, en particulier depuis la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, la région du Lac Tchad subit une série de crises, du fait de facteurs tels que l'émiettement politique avec l'émergence d'Etats indépendants se partageant les eaux et ressources associées du lac, la forte poussée démographique, le changement climatique et, depuis une vingtaine d'années, la généralisation de l'insécurité avec la présence de plus en plus visible de groupes armés. Si beaucoup de ces facteurs s'inscrivent dans une tendance lourde, difficilement réversible dans le court terme, il reste possible d'enclencher un processus tendant vers la reconstitution, au moins partielle, de ce qui faisait l'attrait et la grandeur de la région du Lac Tchad. C'est ce défi audacieux qui fonde la Vision du PAS qui consiste à réhabiliter voire restaurer les ressources naturelles et les paysages jadis luxuriants du Lac Tchad et de son bassin et à assurer leur gestion durable et équitable, contribuant ainsi à renforcer la résilience du bassin.

Quatre leviers sont activés pour la matérialisation de la Vision du PAS : il s'agit des Objectifs de qualité de l'environnement (OQE). Chacun de ces OQE a pour objet d'assurer un niveau de résolution satisfaisant à un des quatre problèmes environnementaux transfrontaliers Prioritaires (PETP) identifiés dans l'ADT de 2018 du bassin du Lac Tchad. Le PAS préconise la satisfaction des besoins croissants et concurrents en eau par la gestion intégrée, efficiente et durable des ressources hydriques – eaux pluviales, eaux de surface et eaux souterraines (**OQE 1**). La préoccupation centrale ici est la mise à disposition de quantités d'eau suffisantes avec la qualité adéquate pour la consommation humaine et animale, la maintenance des écosystèmes et le développement d'activités productives. Devant la perte de diversité de la faune et de la flore –qui est un des quatre PETP– le Plan d'Action Stratégique (PAS) compte œuvrer pour la conservation de la biodiversité par le biais de la restauration et de la gestion durable des écosystèmes, en mettant un accent particulier sur les habitats sensibles pour la préservation et la survie des espèces menacées et endémiques du bassin (**OQE 2**). L'ADT a identifié la sédimentation, découlant de l'accélération de l'érosion hydrique et éolienne, comme étant un des problèmes transfrontaliers majeurs auxquels le bassin du Lac Tchad est confronté. L'ambition du PAS est de ralentir et, lorsque cela est faisable et pertinent, inverser le processus d'ensablement et d'envasement au point où il ne constitue plus une entrave majeure au développement des activités productives, à la santé humaine et animale et aux écosystèmes dans le lac et ses tributaires (**OQE 3**). La variabilité et le changement climatiques jouent un rôle de premier plan dans le processus de dégradation de l'environnement en général et des ressources naturelles, hydriques en particulier. En réponse à ce défi, le PAS vise la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience des populations humaines et animales, des systèmes de production et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et de changement climatiques (**OQE 4**).

L'atteinte de ces 4 OQE qui sont interdépendants et leur mise en œuvre pratique exigent un environnement juridique et institutionnel favorable. Une dimension importante de ce cadre concerne l'opérationnalisation et la mise en œuvre des conventions internationales sur l'eau et, surtout, de la Charte de l'Eau du bassin du Lac Tchad – plusieurs dispositions de la Charte sont de grande pertinence pour les OQE. La prise en compte de la dimension genre, le renforcement des capacités à tous les niveaux ainsi que la mise en œuvre d'un système efficace de suivi-évaluation constituent des dimensions clés du cadre de gouvernance.

Figure 2 : Vision, but à long terme et objectifs de qualité de l'environnement





03. DOMAINES D' ACTIONS ET INTERVENTIONS PRIORITAIRES

OQE 1. Gestion intégrée, efficiente et durable des ressources en eau douce de surface, souterraines et pluviales pour répondre aux besoins croissants et concurrents des Etats, secteurs et usagers, y compris des écosystèmes.

L'objectif de qualité est de résoudre le problème de la variabilité du régime hydrologique et hydrogéologique dans le bassin du Lac Tchad. Cette variabilité saisonnière et cyclique de l'eau a un impact négatif sur le développement et la gestion durable des ressources du bassin. Les causes de ce problème incluent le changement climatique, l'augmentation de la pression sur les ressources en eau et la mauvaise gestion des ouvrages hydrauliques. Pour résoudre ce problème, il est nécessaire de combler le déficit de connaissances, d'améliorer la disponibilité de l'eau, de réduire les variations du régime de l'eau, de préserver la qualité de l'eau et de promouvoir une gouvernance innovante de l'eau.

Domaine d'Action 1.1. Amélioration des connaissances sur les ressources en eau :

- ▶ **Action 1.1.1.** Mettre en place un dispositif de suivi permanent de la qualité et de la quantité des ressources en eaux :
- ▶ Renforcer et réhabiliter les dispositifs hydrométéorologiques (eaux de surface et pluviométrie);
- ▶ Mettre en place un réseau minimum pour l'observation des ressources en eau souterraine;
- ▶ Assurer le suivi régulier de la pluviométrie, de l'hydrologie et des eaux souterraines;
- ▶ Conduire des prélèvements réguliers ciblés et l'analyse de la qualité des eaux de surface et souterraines.
- ▶ **Action 1.1.2.** Promouvoir le partage/la diffusion des résultats du suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau :

Domaine d'Action 1.2. Amélioration de la disponibilité de l'eau

- ▶ **Action 1.2.1.** Assurer la provision/génération/production d'eau :
- ▶ Appuyer des interventions ciblées pour améliorer les écoulements dans les tributaires et vers le lac
- ▶ Améliorer la capacité de rétention des sols pour favoriser la recharge des eaux souterraines
- ▶ Promouvoir et appuyer des initiatives d'utilisation conjointe eaux de pluies, de surface et souterraines
- ▶ **Action 1.2.2.** Assurer la gestion de la demande/des besoins en eau en vue de réduire la pression sur les ressources en eau :
- ▶ Réaliser l'état de lieux des ressources et l'évaluation périodique et systématique des ressources en eau;
- ▶ Promouvoir l'efficience dans les usages de l'eau (agriculture, énergie, etc.)
- ▶ Appuyer la vulgarisation et la mise en œuvre des dispositions de la Charte de l'eau relatives à la réglementation des modalités de prélèvements et d'utilisation d'eau
- ▶ **Action 1.2.3.** Appuyer l'approfondissement de la revue d'options de transferts interbassins en faveur de l'hydrosystème du

bassin du Lac Tchad :

- ▶ Faire le point sur l'état d'avancement de la revue des options de transfert interbassins
- ▶ Conduire en cas de besoin l'identification et l'étude d'options additionnelles, y compris d'alternatives au transfert interbassins
- ▶ Approfondir l'analyse comparative des options, avec un accent particulier sur les avantages et inconvénients du point de vue environnemental
- ▶ Engager le dialogue avec les parties prenantes sur les résultats de l'analyse des options et formuler des recommandations

Domaine d'Action 1.3. Atténuation/maîtrise de la variabilité des régimes des eaux pluviales, souterraines et de surface :

- ▶ **Action 1.3.1.** Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'investissement de maîtrise de l'eau :
- ▶ Appuyer la réalisation de réservoirs (petits et moyens réservoirs) en prêtant une attention particulière aux aspects sociaux et environnementaux;
- ▶ Promouvoir les cultures irriguées et de décrue améliorées (submersion contrôlée)
- ▶ Optimiser et assurer une meilleure coordination de la gestion des réservoirs existant dans les tributaires du lac
- ▶ **Action 1.3.2.** Accroître la capacité de rétention d'eau des sols :
- ▶ Soutenir les initiatives de reboisement/végétalisation des berges et bassins-versants du lac, des tributaires et de leurs affluents
- ▶ Vulgariser et aider à l'adoption de techniques de gestion durable des eaux et des terres

Domaines d'action 1.4. Lutte contre la dégradation de la qualité des eaux :

- ▶ **Action 1.4.1.** Assurer la conservation et la gestion durable d'écosystèmes / zones humides comme infrastructures naturelles de purification de l'eau
- ▶ **Action 1.4.2.** Renforcer la lutte contre la pollution/contamination des eaux à partir des zones d'exploitation minière, des unités industrielles et des établissements humains
- ▶ **Action 1.4.3.** Améliorer les systèmes de drainage agricole et promouvoir l'agriculture biologique pour atténuer la pollution des eaux par les intrants agricoles chimiques
- ▶ **Action 1.4.4.** Lutter contre la dégradation des eaux due aux rejets de l'eau polluée/contaminée par les navires/pirogues de pêche et de transport fluvial
- ▶ **Action 1.4.5.** Lutter contre la dégradation des eaux par les rejets de déchets (solides et liquides) domestiques
- ▶ **Action 1.4.6.** Lutter contre la dégradation de l'eau/eutrophisation liée à la prolifération de végétaux aquatiques envahissants
- ▶ **Action 1.4.7.** Promouvoir les bonnes pratiques d'assainissement total géré par les communautés

Domaine d'action 1.5. Mise en œuvre d'approches innovantes de gouvernance de l'eau pour arbitrer et concilier les besoins concurrents.

- ▶ **Action 1.5.1.** Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour concilier les demandes concurrentes entre secteurs et usages
- ▶ **Action 1.5.2.** Promouvoir l'approche Nexus eau-alimentation-énergie-écosystèmes pour optimiser l'allocation de la ressource en eau entre les secteurs concurrents
- ▶ **Action 1.5.3.** Mettre en place des forums des parties prenantes à la gestion des sous-bassins et de leurs ressources naturelles

OQE 2. Conservation de la biodiversité par la restauration et la gestion durable des écosystèmes et en particulier des habitats sensibles pour la protection et la survie des espèces menacées et endémiques du bassin.

Le complexe fluvio-lacustre du lac Tchad abrite de nombreuses espèces animales et végétales, dont beaucoup sont endémiques et/ou menacées. Cependant, la biodiversité du bassin du lac Tchad est en déclin en raison de la surexploitation, du braconnage, de la déforestation et d'autres pressions anthropiques. Les causes profondes de cette dégradation sont liées à l'absence de politiques et de législations appropriées, ainsi qu'à la pression démographique et

au changement climatique. Pour lutter contre cette dégradation, il est nécessaire de restaurer et de gérer durablement les écosystèmes sensibles, de promouvoir la pêche durable, de lutter contre les espèces envahissantes et de soutenir des initiatives de revenus alternatifs.

Domaine d'Action 2.1. Amélioration des connaissances sur les espèces endémiques et/ou menacées :

- ▶ **Action 2.1.1.** Procéder à des inventaires annuels et au suivi écologique de la dynamique des espèces animales, aviaires et végétales³;
- ▶ **Action 2.1.2.** Etablir et diffuser le statut des principales espèces animales, aviaires et végétales
- ▶ **Action 2.1.3.** Identifier les espèces endémiques et celles menacées d'extinction du bassin du Lac Tchad (inscrites sur Liste rouge de l'UICN)
- ▶ **Action 2.1.4.** Conduire des études ciblées sur le comportement et les habitats des espèces menacées d'extinction
- ▶ **Action 2.1.5.** Mettre en œuvre des programmes de protection d'espèces en danger critique sur la base des résultats d'études ciblées sur desdites espèces.

Domaine d'Action 2.2. Réhabilitation/conservation et gestion durable des écosystèmes de haute valeur pour la biodiversité :

- ▶ **Action 2.2.1.** Conduire l'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques des principaux biotopes du BLT;
- ▶ **Action 2.2.2.** Procéder au classement en aires protégées des écosystèmes à haute valeur de biodiversité;
- ▶ **Action 2.2.3.** Appuyer le renforcement protection/gestion durable des aires protégées, parcs et sites Ramsar
- ▶ **Action 2.2.4.** Assurer la sécurisation des corridors biologiques
- ▶ **Action 2.2.5.** Restaurer les paysages dégradés (remise en état des zones endommagées par les mauvaises pratiques de gestion des terres, réhabilitation des bosquets, etc...)
- ▶ **Action 2.2.6.** Promouvoir des activités de reboisement (en collaboration avec l'initiative de la Grande Muraille Verte)
- ▶ **Action 2.2.7.** Limiter l'expansion des terres agro-pastorales tout en promouvant l'intensification de l'agriculture et l'élevage
- ▶ **Action 2.2.8.** Lutter contre les feux de brousse en ciblant en particulier les agriculteurs (agriculture sur brûlis), éleveurs (feux précoces) , chasseurs etc.
- ▶ **Action 2.2.9.** Lutter contre le braconnage
- ▶ **Action 2.2.10.** Lutter contre le commerce illégal d'espèces de la flore et de la faune sauvage menacées d'extinction (par la mise en œuvre de la CITES)

Domaine d'Action 2.3. Appui à la protection et à gestion durable des plaines d'inondation et des sites Ramsar :

- ▶ **Action 2.3.1.** Conduire des études sur les débits environnementaux requis prenant en compte les fonctions et services des zones humides du bassin
- ▶ **Action 2.3.2.** Appuyer la mise en place d'une réserve de biosphère du bassin du Lac Tchad connectant et renforçant la gestion des zones des sites Ramsar du bassin
- ▶ **Action 2.3.3.** Appuyer l'élaboration, le financement et la mise en œuvre du plan de gestion de la Réserve de biosphère du BLT

Domaine d'Action 2.4. Protection et gestion durable de la faune ichthyologique :

- ▶ **Action 2.4.1.** Conduire l'étude de la faune ichthyologique du lac et ses tributaires;
- ▶ **Action 2.4.2.** Identifier et protéger les frayères / zones de reproduction des poissons
- ▶ **Action 2.4.3.** Promouvoir les techniques de pêche durable et lutter contre toutes les formes de pratiques et méthodes « écocidaires » de pêche
- ▶ **Action 2.4.4.** Identifier et mettre en œuvre des mesures de protection spéciales pour les espèces aquatiques menacées d'extinction
- ▶ **Action 2.4.5.** Adopter et mettre en œuvre le principe de repos biologiques périodiques;
- ▶ **Action 2.4.6.** Appuyer l'harmonisation de la réglementation en matière de pêche à l'échelle du bassin (plan d'eau du lac et

3. Ceci peut s'appuyer sur les travaux d'inventaires d'espèces menacées réalisés dans le cadre de l'audit environnemental du lac réalisé en 2015 : GLZ. 2015. Joint Environmental Audit on the Drying up of Lake Chad. European Union (EU)-BMZ-GZ - African Organization of Supreme Audit Institutions (AFROSAI). Yaoundé (Cameroon). May

tributaires).

Domaine d'Action 2.5. Lutte contre les espèces envahissantes et/ou promotion de leur valorisation économique :

- ▶ **Action 2.5.1.** Conduire un état des lieux de la présence, distribution spatiale et évolution des espèces envahissantes (végétales et animales)
- ▶ **Action 2.5.2.** Lancer un programme d'urgence de lutte mécanique (curage, faucardage, coupe manuelle, etc.) ciblant en priorité les voies de navigation, axes hydrauliques des périmètres irrigués, chenaux d'alimentation du lac à partir des tributaires, les cuvettes oasiennes situées surtout dans les parties nigérienne et tchadienne du bassin, etc.
- ▶ **Action 2.5.3.** Appuyer des efforts de lutte intégrée mécanique et biologique ciblant toutes les zones colonisées par les espèces envahissantes;
- ▶ **Action 2.5.4.** Mettre en place un dispositif de suivi et d'alerte face au risque d'introduction et de proliférations d'espèces envahissantes
- ▶ **Action 2.5.5.** Promouvoir la valorisation économique des espèces envahissantes (biomasse pour la production d'énergie; ou comme matériau de construction; composte agricole; etc.)

Domaine d'Action 2.6. Atténuation de la pression sur les écosystèmes et des menaces sur la biodiversité par l'amélioration de l'accès à des sources de revenus et pratiques alternatives :

- ▶ **Action 2.6.1.** Promouvoir la pisciculture
- ▶ **Action 2.6.2.** Promouvoir des techniques et technologies économes en bois-énergie (ex-foyers améliorés)
- ▶ **Action 2.6.3.** Promouvoir des sources alternatives d'énergie (biomasse à partir des résidus de récoltes ou espèces aquatiques proliférantes; énergie solaire; énergie éolienne; gaz butane comme substitut au bois de chauffe ou charbon de bois)
- ▶ **Action 2.6.4.** Promouvoir des activités génératrices de revenus ciblant les femmes et les jeunes

OQE 3. Ralentissement et, par endroits, inversion du processus d'ensablement et d'envasement au point où il ne constitue plus une entrave majeure au développement des activités productives, à la santé humaine et animale et des écosystèmes dans le lac et ses tributaires.

La sédimentation dans le lac et les tributaires du bassin du lac est principalement causée par l'érosion hydrique et éolienne. Chaque année, plus de 2 millions de tonnes de sédiments sont déposés dans le lac à partir des tributaires. De plus, le sable arraché par le vent amplifie le processus de sédimentation. Ces dépôts de sédiments réduisent l'épaisseur de la lame d'eau, obstruent les lits des tributaires et accélèrent le comblement des réservoirs. Les causes de la sédimentation sont la déforestation, les pratiques agricoles inappropriées et les déficiences du cadre de gouvernance. Pour lutter contre la sédimentation, des actions de protection et de restauration des sources prioritaires des tributaires seront entreprises, ainsi que des interventions de fixation des dunes et de désensablement ciblé.

Domaine d'Action 3.1. Inversion, arrêt ou réduction de la sédimentation du plan d'eau du lac et ses tributaires :

- ▶ **Action 3.1.1.** Réhabiliter et protéger les principales têtes de sources des tributaires du Lac Tchad
- ▶ **Action 3.1.2.** Promouvoir l'aménagement antiérosif intégré de divers bassins versants du barrage de Challawa gorge à Kano-Nord du Nigéria (Studi, 2015)
- ▶ **Action 3.1.3.** Entreprendre la réhabilitation des berges dégradées du Logone et du seuil déversoir du lac Maga (Studi, 2015)
- ▶ **Action 3.1.4.** Lutter contre l'obstruction des chenaux et tributaires d'alimentation en eau du lac par les végétaux envahissants.

Domaine d'Action 3.2. Inversion, arrêt ou réduction de l'ensablement dans le réseau hydrographique et dans l'ensemble du bassin actif du lac :

- ▶ **Action 3.2.1.** Entreprendre des interventions de fixation des dunes et brise-vents
- ▶ **Action 3.2.2.** Lancer des activités de désensablement des voies d'eau et réseau routier terrestre, fluvial et lacustre :

Domaine d'Action 3.3. Dragage ciblé de portions du lac et des tributaires pour améliorer les conditions de remplissage et la navigabilité du lac et des tributaires :

- ▶ **Action 3.3.1.** Réaliser la cartographie des biefs et zones du lac, en identifiant les localités à cibler pour les activités de dragage
- ▶ **Action 3.3.2.** Entreprendre des activités de dragage dans les sites prioritaires identifiés

Domaine d'Action 3.4. Promotion de pratiques agro-pastorales basées sur la mise en œuvre de techniques efficaces de gestion des terres et des eaux :

- ▶ **Action 3.4.1.** Promouvoir l'agroforesterie et une meilleure intégration agriculture-élevage-foresterie
- ▶ **Action 3.4.2.** Promouvoir des pratiques de gestion intégrée des terres et de l'eau

Domaine d'Action 3.5. Promotion du reboisement / re-végétalisation des terres du bassin du Lac Tchad :

- ▶ **Action 3.5.1.** Soutenir des campagnes de reboisement dans l'ensemble du bassin en collaboration avec le programme de la Grande Muraille Verte
- ▶ **Action 3.5.2.** Lancer des initiatives de mise en défens dans des zones réservées à la régénération naturelle
- ▶ **Action 3.5.3.** Lutter contre les feux de brousse

OQE 4. Réduction de la vulnérabilité et renforcement de la résilience des populations humaines et animales, des systèmes de production et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et de changement climatiques

Le Lac Tchad a connu une diminution significative de sa superficie dans les décennies passées, mais son niveau moyen de remplissage s'est amélioré au cours des dernières années. Cependant, les prévisions indiquent une augmentation des températures moyennes et des événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les crues. Les pays du bassin du lac Tchad sont mal préparés aux chocs du changement climatique et sont classés parmi les plus vulnérables à l'échelle mondiale selon l'Indice de vulnérabilité au changement climatique. Les facteurs contribuant à cette vulnérabilité comprennent la dépendance aux ressources naturelles, les activités agropastorales peu diversifiées et la faible maîtrise de l'eau. Il est donc important de mettre en place des mesures d'adaptation pour atténuer les impacts du changement climatique dans la région.

Domaine d'Action 4.1. Connaissance de l'évolution du climat et identification des domaines de vulnérabilité au changement climatique :

- ▶ **Action 4.1.1.** Conduire des études sur les scénarios de changement climatique à l'échelle du Bassin du Lac
- ▶ **Action 4.1.2.** Identifier les zones, écosystèmes, systèmes productifs et groupes les plus vulnérables aux risques liés à la variabilité et au changement climatiques
- ▶ **Action 4.1.3.** Mettre en place une plateforme de veille climatique à l'échelle du BLT avec un accent particulier sur l'analyse et le partage de l'information climatique comme outil d'aide à la décision [s'appuyant sur les données collectées dans le cadre du DA 1.1]
- ▶ **Action 4.1.4.** Mettre en place un dispositif de veille face à l'apparition et à la propagation de zoonoses

Domaine d'Action 4.2. Renforcement de la résilience des systèmes de production :

- ▶ **Action 4.2.1.** Promouvoir la diversification des systèmes productifs (en contribuant aux efforts de mitigation : engrais vert; énergie alternative dans le pompage -éolien, solaire; écofermes et fermes communautaires intégrées)
- ▶ **Action 4.2.2.** Promouvoir la maîtrise de l'eau en agriculture (irrigation)
- ▶ **Action 4.2.3.** Appuyer les efforts de collecte et stockage de l'eau de pluies
- ▶ **Action 4.2.4.** Promouvoir l'utilisation conjointe des eaux pluviales, de surface et souterraines en agriculture comme mesure d'adaptation à la variabilité climatique
- ▶ **Action 4.2.5.** Appuyer la gestion durable des cuvettes oasiennes (partie nord du bassin-versant du Lac Tchad) et des systèmes de production diversifiés qu'elles abritent

Domaine d'Action 4.3. Renforcement de la résilience des écosystèmes :

- ▶ **Action 4.3.1.** Mener des études sur les besoins en eau des écosystèmes et contribuer à la définition de débits environnementaux
- ▶ **Action 4.3.2.** Mettre en œuvre des mécanismes de gestion des ouvrages hydrauliques et de prélèvements d'eau qui permettent un débit environnemental, surtout pour les écosystèmes sensibles.

Domaine d'Action 4.4. Conception et mise en œuvre de mesures spéciales de protection des groupes vulnérables :

- ▶ **Action 4.4.1.** Concevoir et mettre en place des filets de protection sociale ciblant les groupes les plus vulnérables
- ▶ **Action 4.4.2.** Améliorer l'accès à la terre et renforcer la sécurité foncière pour les groupes défavorisés
- ▶ **Action 4.4.3.** Mettre en place des programmes d'activités génératrices de revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables tout en renforçant l'accès aux marchés pour les producteurs.

Domaine d'Action 4.5. Mise en place d'un plan d'alerte et de riposte face aux risques de catastrophes et en particulier aux événements climatiques extrêmes (ex fortes crues) :

- ▶ **Action 4.5.1.** Elaborer et mettre à jour un système d'alerte et de riposte face aux risques de catastrophes et en particulier les événements climatiques extrêmes prenant en compte les études sur l'évolution du climat;
- ▶ **Action 4.5.2.** Assurer la mise en œuvre effective du Plan d'alerte et de riposte face aux risques de catastrophes (y compris les inondations).

OBJECTIF TRANSVERSAL (OBJECTIF 5). Création d'un cadre de gouvernance habilitant pour la mise en œuvre effective du PAS

L'Objectif Transversal -- Objectif 5 -- répond à la demande de l'ADT-2018 de prendre en compte, lors du processus du PAS, des problèmes transversaux suivants : la faiblesse du cadre de gouvernance, le manque de connaissances dans des domaines clés liés à l'environnement, le déficit de capacités à tous les niveaux, le contexte de violence et d'insécurité dans et autour du lac, et la non prise en compte adéquate de la dimension genre. En réponse à cette demande, le présent PAS définit cinq domaines d'actions, notamment l'opérationnalisation de la Charte de l'eau, la vulgarisation des principes de gestion des eaux douces partagées, la contribution à la lutte contre la violence et l'insécurité, la prise en compte de la dimension genre, et le renforcement des capacités aux échelles du bassin, nationale et locale.

Domaine d'Action 5.1. Promotion, opérationnalisation et mise en œuvre effective des dispositions pertinentes de la Charte de l'Eau du Bassin du Lac Tchad :

La Charte de l'Eau adoptée en 2012 couvre la plupart des domaines de préoccupation du PAS et contribue à la réalisation de la Vision 2037. Cependant, sa mise en œuvre effective nécessite encore des efforts, notamment en opérationnalisant les dispositions les plus pertinentes et en sensibilisant les parties prenantes clés aux niveaux national et local. Les États doivent également prendre en compte les dispositions de la Charte dans les politiques et réglementations nationales.

- ▶ **Action 5.1.1.** Appuyer la vulgarisation de la Charte, y compris au besoin sa traduction dans les langues nationales
- ▶ **Action 5.1.2.** Appuyer les États membres dans la mise à niveau et l'alignement des cadres juridiques et réglementaires nationaux aux dispositions de la Charte
- ▶ **Action 5.1.3.** Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'expériences pilotes de mise en pratique de dispositifs de la Charte (exemples : préleveur-payeur; pollueur-payeur; etc.)
- ▶ **Action 5.1.4.** Capitaliser les expériences de mise en œuvre des dispositifs de la Charte et engager le dialogue inclusif sur les leçons apprises.

Domaine d'Action 5.2. Promotion et vulgarisation des dispositions pertinentes des conventions internationales sur l'eau - Convention sur l'eau (Helsinki, 1992) et Convention sur les cours d'eau (New York, 1997).

Les deux grandes conventions internationales sur l'eau -- celle de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation et celle de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux -- ont inspiré dans une large mesure les chartes de l'eau qui ont été élaborées au cours des deux dernières décennies dans les bassins fluviaux d'Afrique Centrale et de l'Ouest (bassins du Lac Tchad et des fleuves Niger, Volta, Sénégal). Trois des pays membres de la CBLT (Niger, Nigeria et Tchad) sont parties à la Convention de New York alors que deux (Tchad et Cameroun) ont pour le moment adhéré à la Convention d'Helsinki.

- ▶ **Action 5.2.1.** Appuyer les initiatives de vulgarisation des conventions internationales sur l'eau (Helsinki 1992 et New York 1997)
- ▶ **Action 5.2.2.** Encourager et appuyer les activités de sensibilisation et plaidoyer pour la ratification des conventions sur l'eau par les pays membres de la CBLT

- **Action 5.2.3.** Appuyer l'opérationnalisation aux niveaux national et régional des dispositions pertinentes des conventions internationales sur l'eau.

Il est à noter que beaucoup des actions de promotion et d'opérationnalisation des conventions internationales sur l'eau peuvent être mises en œuvre en même temps et en synergie avec les actions relatives à la Charte de l'eau (Domaine d'Action précédent).

Domaine d'Action 5.3. Gestion inclusive et équitable des ressources partagées et renforcement des capacités dans le domaine de l'hydro-diplomatie pour contribuer au retour de la paix durable.

Le contexte d'insécurité et de violence que vit la région du Lac Tchad depuis une vingtaine d'années constitue une contrainte majeure à la protection et à la gestion durable de l'eau, des ressources associées et de l'environnement du bassin en général. Outre la présence des groupes armés, des facteurs tels que la pression démographique et la rareté et la dégradation des ressources accentuent la compétition et les risques de conflits, à tous les niveaux : entre communautés riveraines, entre Etats, etc. D'un autre côté, en tant que ressources partagées, le lac et ses tributaires offrent des opportunités de coopération insuffisamment exploitées.

- **Action 5.3.1.** Entreprendre une étude sur l'identification des zones à risques de conflits transfrontaliers
- **Action 5.3.2.** Renforcer les capacités de la CBLT dans la prévention et la résolution des conflits transfrontaliers relatifs à l'utilisation des ressources
- **Action 5.3.3.** Encourager et créer des opportunités de dialogue et de coopération transfrontalière entre les structures administratives décentralisées et les communautés locales
- **Action 5.3.4.** Promouvoir des projets interétatiques hydrauliques et hydroélectriques structurants communs (ouvrages communs ou d'intérêt commun) – Charte de l'eau, chapitre 11
- **Action 5.3.5.** Promouvoir la démarche de partage des bénéfices à l'échelle du BLT et des projets d'investissements interétatiques futurs – Charte de l'eau, chapitre 12 (article 76)
- **Action 5.3.6.** Renforcer les capacités de la CBLT et des Etats membres dans le domaine de l'hydro-diplomatie à l'échelle du BLT.

Domaine d'Action 5.4. Intégration de la dimension genre et renforcement du rôle des femmes dans la protection et l'exploitation durable des ressources du BLT.

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans la gestion et l'utilisation des ressources naturelles du bassin : l'eau, les forêts la faune et la flore, les potentialités agricoles, la pêche, etc. Elles sont en conséquence exposées de façon disproportionnée aux impacts de la dégradation des ressources du bassin – l'indisponibilité, la forte variabilité et la baisse de la qualité des ressources en eau; la déforestation (accès au bois de chauffe, aux produits forestiers non ligneux, etc.); la dégradation des écosystèmes et la baisse de la biodiversité; etc.

- **Action 5.4.1.** Assurer la prise en compte du besoin de collecte de données désagrégées dans les programmes du BLT et des pays membres
- **Action 5.4.2.** Lancer des programmes de valorisation et d'exploitation durable des ressources naturelles locales ciblant en priorité les femmes et les jeunes
- **Action 5.4.3.** Soutenir des activités d'information et de sensibilisation ciblant les femmes dans la prévention et la prise en charge des maladies hydriques et la gestion des ordures ménagères, etc.

Domaine d'Action 5.5. Renforcement du niveau de la préparation de la CBLT pour la mise en œuvre effective du PAS

- **Action 5.5.1.** Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication et de mobilisation du financement
- **Action 5.5.2.** Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation du PAS et appuyer la mise en place et l'opérationnalisation du système d'information de la CBLT
- **Action 5.5.3.** Appuyer la mise en application des conclusions pertinentes de l'audit organisationnel et institutionnel récemment réalisé
- **Action 5.5.4.** Renforcer les capacités des experts de la CBLT et des pays membres dans la formulation de projets bancables pour des financements innovants (fonds climat, financement mixte, etc.)
- **Action 5.5.5.** Renforcer les capacités techniques et ressources opérationnelles de la CBLT pour une mise en œuvre effective du PAS



04. FINANCEMENT ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAS

4.1. Sources potentielles de financement du PAS

Dans le cadre des efforts de mobilisation des financements pour le PAS, les pistes suivantes seront explorées :

- a. Prise en compte du PAS dans la formulation des nouveaux projets par les partenaires historiques de la CBLT
- b. Prise en compte des actions du PAS dans le cadre des autres documents de planification de la CBLT
- c. Financement partiel du PAS dans le cadre des stratégies et programmes mis en œuvre par les Etats et leurs partenaires dans les portions nationales du bassin
- d. Elargissement des partenariats pour la mobilisation des financements et la mise en œuvre du PAS :
 - ▶ Renforcement de la collaboration avec des partenaires techniques tels que la FAO, l'UNESCO, l'UICN, le GWP et des partenaires financiers tels que la Facilité africaine de l'eau (FAE/BAD) et CIWA (Banque mondiale);
 - ▶ Partenariats stratégiques à explorer avec les Commissions économiques régionales (CER) : CEDEAO et UEMOA (pour l'Afrique de l'Ouest) et CEEAC et CEMAC pour l'Afrique Centrale
 - ▶ Des alliances à envisager avec AMCOW et le Réseau africain des organisations de bassin (RAOB) auquel appartient la CBLT.
- e. Mise en place d'un fonds fiduciaire ou une fondation dédiée au financement de la conservation et de la gestion durable de l'eau et de l'environnement du bassin du Lac Tchad. La mise en place de ce fonds fera l'objet d'une étude de faisabilité préalable.

4.2. Principes de mise en œuvre du PAS

Les principes de base suivants vont guider les modalités de mise en œuvre du PAS :

- ▶ La mise en œuvre du PAS vient en complément des actions de développement des Etats membres de la CBLT. Le PAS ne se substitue pas mais vient en complément des efforts des Etats membres de la CBLT dans le domaine de la conservation et de la gestion efficiente et durable de l'environnement et des ressources du bassin du Lac Tchad. Le PAS met l'accent sur la dimension transfrontalière.
- ▶ Le PAS ainsi que l'ADT sont des outils d'aide à la décision à la disposition de la CBLT et des pays membres. Ces outils portent sur le diagnostic et la planification dans le domaine de la gestion transfrontalière de l'eau et de l'environnement
- ▶ La mise en œuvre du PAS est la co-responsabilité des parties prenantes du bassin. La mise en œuvre du PAS est envisagée sur la base du principe de responsabilité distribuée, même s'il incombe à la CBLT de jouer un rôle leader dans la coordination de sa mise en œuvre :
 - ▶ A l'échelle du bassin, le PAS constitue un des maillons du cycle de planification de la CBLT et, à cet effet, bénéficie des mécanismes déjà en place, notamment dans le domaine de la coordination entre stratégies, programmes et projets –notamment relatifs à l'adaptation au changement climatique, à la lutte contre l'ensablement, et du suivi-évaluation, à l'aménagement des aires pastorales et à la gestion des pêcheries.
 - ▶ A l'échelle nationale, chacun des Etats-membres a la responsabilité de contribuer à la mise en œuvre des volets du PAS

qui le concerne, en ne perdant pas de vue la dimension transfrontalière des solutions préconisées par le PAS. Il est attendu que chaque pays membre élabore un plan d'action de contribution à la mise en œuvre du PAS.

4.3. Suivi-évaluation du PAS

Dans le cadre de son rôle de coordination de la mise en œuvre du PAS, la CBLT est aussi responsable du suivi et de l'évaluation périodique du PAS. Il a été retenu le principe d'utiliser autant que possible les indicateurs pertinents des ODD et de la plateforme WASSMO de l'AMCOW – indicateurs pour lesquels il existe déjà des dispositifs de collecte régulière des informations pour rendre compte des progrès réalisés.

La CBLT aura à collaborer avec les Etats-membres (qui fournissent périodiquement les informations pour renseigner lesdits indicateurs) pour disposer de données désagrégées à l'échelle des unités territoriales dans les portions nationales du bassin : Etats pour le Nigeria, Régions pour le Cameroun et le Niger, Provinces pour le Tchad et Préfectures pour la RCA.

Un comité de suivi du PAS sera mis en place à la CBLT. Il associera les Commissaires des Etats membres, les comités techniques d'experts, les points focaux et les cadres de suivi évaluation pays et experts CBLT. En ce qui concerne l'évaluation du PAS, il est prévu d'avoir une évaluation externe un an avant la fin des premier et second plans d'action quinquennaux, donc en 2026 et en 2032. Une évaluation finale sera faite un an avant la fin de la période couverte par la stratégie, donc en 2036. Ses résultats ainsi que les résultats de l'ADT mis à jour serviront pour l'élaboration du PAS de la période suivante.

Annexe : Plan D'action Quinquennal 2023-2027

OQE 1. Gestion intégrée, efficiente et durable des ressources en eau douce de surface, souterraines et pluviales pour répondre aux besoins croissants et concurrents des Etats, secteurs et usagers, y compris des écosystèmes

Domaines d'Actions	Actions	Calendrier				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
DA1.1. Amélioration des connaissances sur les ressources en eau	A1.1.1. Mettre en place un dispositif de suivi permanent de la qualité et de la quantité des ressources en eaux					
	A1.1.2. Promouvoir le partage/la diffusion des résultats du suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau					
AA 1.2. Improving water availability	A1.2.1. Assurer la provision/génération/production d'eau					
	A1.2.2. Assurer la gestion de la demande/des besoins en eau/réduction pression sur les ressources en eau					
	A1.2.3. Appuyer l'approfondissement de la revue d'options de transferts interbassins en faveur de l'hydrosystème du bassin du Lac Tchad					
DA1.3. Atténuation/maîtrise de la variabilité des régimes eaux pluviales, souterraines et de surface	A1.3.1. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'investissement de maîtrise de l'eau					
	A1.3.2. Accroître la capacité de rétention d'eau des sols					
DA1.4. Lutte contre la dégradation de la qualité des eaux	A1.4.1. Assurer la conservation et la gestion durable d'écosystèmes / zones humides comme infrastructures naturelles de purification de l'eau					
	A1.4.2. Renforcer la lutte contre la pollution/contamination des eaux à partir des zones d'exploitation minière, des unités industrielles et des établissements humains;					
	A1.4.3. Améliorer les systèmes de drainage agricole et promouvoir l'agriculture biologique pour atténuer la pollution des eaux par les intrants agricoles chimiques					
	A1.4.4. Lutter contre la dégradation des eaux due aux rejets eau polluée/contaminée par navires/pirogues de pêche et de transport fluvial					
	A1.4.5. Lutter contre la dégradation des eaux par rejets de déchets (solides et liquides) domestiques					
	A1.4.6. Lutter contre la dégradation de l'eau/eutrophisation liée à la prolifération de végétaux aquatiques envahissants					
	A1.4.7. Promouvoir les bonnes pratiques d'assainissement total géré par les communautés					
DA1.5. Mise en œuvre d'approches innovantes de gouvernance de l'eau pour arbitrer et concilier les besoins concurrents	A1.5.1. Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour concilier les demandes concurrentes entre secteurs et usages					
	A1.5.2. PPromouvoir l'approche Nexus eau-alimentation-énergie-écosystèmes pour optimiser l'allocation de la ressource en eau entre secteurs concurrents					
	A1.5.3. Mettre en place des forums des parties prenantes à la gestion des sous-bassins et de leurs ressources naturelles.					

OQE 2. Conservation de la biodiversité par la restauration et la gestion durable des écosystèmes et en particulier des habitats sensibles pour la protection et la survie des espèces menacées et endémiques du bassin

Domaines d'Actions	Actions	Calendrier				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
DA 2.1. Amélioration des connaissances sur les espèces endémiques et/ou menacées :	A2.1.1 : Procéder à des inventaires annuels et au suivi écologique de la dynamique des espèces animales, aviaires et végétales;					
	A2.1.2 : Etablir et diffuser le statut des principales espèces animales, aviaires et végétales;					
	A2.1.3. Identifier les espèces endémiques et celles menacées d'extinction du BLT (inscrites sur Liste rouge UICN)					
	A2.1.4. Conduire des études ciblées sur le comportement et les habitats des espèces menacées d'extinction					
	A2.1.5. Mettre en œuvre des programmes de protection d'espèces en danger critique basés sur les résultats d'études ciblées sur desdites espèces					
DA2.2. Réhabilitation /conservation et gestion durable des écosystèmes de haute valeur pour la biodiversité	A2.2.1. Conduire l'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques des principaux biotopes du BLT					
	A2.2.2. Procéder au classement en aires protégées des écosystèmes à haute valeur de biodiversité					
	A2.2.3. Appuyer le renforcement de la protection/gestion durable des aires protégées, parcs et sites Ramsar					
	A2.2.4. Assurer la sécurisation des corridors biologiques;					
	A2.2.5. Restaurer les paysages dégradés (remise en état des zones endommagées par les mauvaises pratiques de gestion des terres, réhabilitation des bosquets, etc...)					
	A2.2.6. Promouvoir des activités de reboisement (en collaboration avec Initiative Muraille Verte)					
	A2.2.7. Limiter l'expansion des terres agro-pastorales : intensification de l'agriculture et élevage					
	A2.2.8. Lutter contre les feux de brousse en ciblant en particulier agriculteurs (agriculture sur brûlis), éleveurs (feux précoces), les chasseurs, etc.					
	A2.2.9. Lutter contre le braconnage					
	A2.2.10. Lutter contre le commerce illégal d'espèces de la flore et de la faune sauvage menacées d'extinction (par la mise en œuvre de la CITES)					
DA2.3. Appui à la protection et à gestion durable des plaines d'inondation et des sites Ramsar :	A2.3.1. Conduire des études sur les débits environnementaux requis tenant en compte les fonctions et services des zones humides du bassin					
	A2.3.2. Appuyer la mise en place d'une réserve de biosphère du bassin du Lac Tchad connectant et renforçant la gestion des zones des sites Ramsar du bassin					
	A2.3.3. Appuyer l'élaboration, le financement et la mise en œuvre du plan de gestion de la Réserve de biosphère du BLT					
DA 2.4. Protection et gestion durable de la faune ichtyologique	A2.4.1. Conduire des études sur la faune ichtyologique du lac et ses tributaires					
	A2.4.2. Identifier et protéger les frayères / zones de reproduction des poissons					
	A2.4.3. Promouvoir des techniques de pêche durable et lutter contre toutes les formes de pratiques et méthodes « écocidaires » de pêche					
	A2.4.4. Identifier et mettre en œuvre des mesures de protection spéciales pour les espèces aquatiques menacées d'extinction					
	A2.4.5. Adopter et mettre en œuvre le principe de repos biologiques périodiques;					
	A2.4.6. Appuyer l'harmonisation de la réglementation en matière de pêche					
DA 2.5. Controlling invasive species and promoting their economic value :	A2.5.1. Conduire un état des lieux de la présence, distribution spatiale et évolution des espèces envahissantes (végétales et animales)					
	A2.5.2. Lancer un programme d'urgence de lutte mécanique (priorités : voies de navigation, canaux d'irrigation, chenaux d'alimentation du lac à partir des tributaires, cuvettes oasiennes situées surtout dans les parties nigérienne et tchadienne du bassin, etc.)					
	A2.5.3. Appuyer des efforts de lutte intégrée mécanique et biologique ciblant toutes les zones colonisées par les espèces envahissantes					
	A2.5.4. Mettre en place un dispositif de suivi et d'alerte face au risque d'introduction et de proliférations d'espèces envahissantes					
	A2.5.5. Promouvoir la valorisation économique des espèces envahissantes (biomasse pour la production d'énergie; ou comme matériau de construction; composte agricole; etc.)					
DA2.6. Atténuation de la pression sur les écosystèmes et des menaces sur la biodiversité par l'amélioration de l'accès à des sources de revenus et pratiques alternatives	A2.6.1. Promouvoir la pisciculture					
	A2.6.2. Promouvoir des techniques et technologies économes en bois-énergie (ex foyers améliorés)					
	A2.6.3. Promouvoir des sources alternatives d'énergie (e.g. biomasse, résidus de récoltes ou plantes envahissantes; énergie solaire; énergie éolienne; gaz butane comme substitut au bois de chauffe ou charbon de bois)					
	A2.6.4. Promouvoir des activités génératrices de revenus ciblant les femmes et les jeunes;					

OQE 3. Ralentissement et, par endroits, inversion du processus d'ensablement et d'envasement au point où il ne constitue plus une entrave majeure au développement des activités productives, à la santé humaine et animale et des écosystèmes dans le lac et ses tributaires.

Domaines d'Actions	Actions	Calendrier				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
DA3.1. Inversion, arrêt ou réduction de la sédimentation du plan d'eau du lac et ses tributaires	A3.1.1. Réhabiliter et protéger les principales têtes de sources des tributaires du Lac Tchad					
	A3.1.2. Promouvoir l'aménagement antiérosif intégré de divers bassins versants du barrage de Chalawa gorge à Kano-Nord de Nigéria (Studi, 2015)					
	A3.1.3. Entreprendre la réhabilitation des berges dégradées du Logone et du seuil déversoir du lac Maga (Studi, 2015)					
	A3.1.4. Lutter contre l'obstruction des chenaux et tributaires d'alimentation en eau du lac par les végétaux envahissants					
DA3.2. Inversion, arrêt ou réduction de l'ensablement dans le réseau hydrographique et dans l'ensemble du bassin actif du lac	A3.2.1. Entreprendre des interventions de fixation des dunes et brise-vents					
	A3.2.2. Lancer des activités de désensablement des voies d'eau et réseau routier terrestre, fluvial et lacustre					
DA3.3. Dragage ciblé de portions du lac et des tributaires pour améliorer les conditions de remplissage et la navigabilité du lac et des tributaires	A3.3.1. Réaliser la cartographie des biefs et zones du lac localités à cibler pour les activités de dragage					
	A3.3.2. Entreprendre des activités de dragages dans les sites prioritaires identifiés					
DA3.4. Promotion de pratiques agro-pastorales basées sur la mise en œuvre de techniques efficaces de gestion des terres et des eaux	A3.4.1. Promouvoir l'agroforesterie et une meilleure intégration agriculture-élevage-foresterie					
	A3.4.2. Promouvoir des pratiques de gestion intégrée des terres et de l'eau					
DA3.5. Promotion du reboisement / re-végétalisation des terres du bassin Lac Tchad	A3.5.1. Soutenir des campagnes de reboisement dans l'ensemble du bassin en collaboration avec le programme de la Grande Muraille Verte					
	A3.5.2. Lancer des initiatives de mise en défens dans des zones réservées à la régénération naturelle					
	A3.5.3. Lutter contre les feux de brousse					

OQE 4. Réduction de la vulnérabilité et renforcement de la résilience des populations humaines et animales, des systèmes de production et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et de changement climatiques

Action Area	Action	Timeline				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
DA4.1. Connaissance évolution du climat et identification des domaines de vulnérabilité au changement climatique	A4.1.1. Conduire des études sur les scénarios de changement climatique à l'échelle du Bassin du Lac					
	A4.1.2. Identifier les zones, écosystèmes, systèmes productifs et groupes les plus vulnérables aux risques liés à la variabilité et au changement climatiques					
	A4.1.3. Mettre en place une plateforme de veille climatique à l'échelle du BLT avec un accent particulier sur l'analyse et le partage de l'information climatique comme outil d'aide à la décision					
	A4.1.4. Mettre en place un dispositif de veille face à l'apparition et à la propagation de zoonoses					
DA4.2. Renforcement de la résilience des systèmes de production	A4.2.1. Promouvoir la diversification des systèmes productifs (en contribuant effort mitigation : engrais vert; énergie alternative dans le pompage -éolien, solaire; écofermes et fermes communautaires intégrées)					
	A4.2.2. Promouvoir la maîtrise de l'eau en agriculture (irrigation)					
	A4.2.3. Appuyer les efforts de collecte et stockage de l'eau de pluie					
	A4.2.4. Utilisation conjointe eaux pluviales, de surface et souterraines en agriculture comme mesure d'adaptation à la variabilité climatique					
	A4.2.5. Appuyer la gestion durable des cuvettes oasiennes (partie nord du bassin-versant du Lac Tchad) et des systèmes de production diversifiés qu'elles abritent					
DA4.3. Renforcement de la résilience des écosystèmes	A4.3.1. Mener des études sur les besoins en eau des écosystèmes et contribuer à la définition de débits environnementaux					
	A4.3.2. Mettre en œuvre des mécanismes de gestion des ouvrages hydrauliques et de prélèvements d'eau qui permettent un débit environnemental, surtout pour les écosystèmes sensibles					

OQE 4. Réduction de la vulnérabilité et renforcement de la résilience des populations humaines et animales, des systèmes de production et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et de changement climatiques					
DA4.4. Conception et mise en œuvre des mesures spéciales de protection des groupes vulnérables	A4.4.1. Concevoir et mettre en place des filets de protection sociale ciblant les groupes les plus vulnérables				
	A4.4.2. Améliorer l'accès à la terre et renforcer la sécurité foncière pour les groupes défavorisés				
	A4.4.3. Mettre en place des programmes d'activités génératrices de revenus ciblant les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables tout en renforçant l'accès aux marchés pour les producteurs				
DA4.5. Mise en place d'un plan d'alerte et de riposte face aux risques de catastrophes et en particulier aux événements climatiques extrêmes (ex fortes crues)	A4.5.1. Elaborer, mettre à jour un système d'alerte et de riposte face aux risques de catastrophes et en particulier aux événements climatiques extrêmes prenant en compte les études sur l'évolution du climat				
	A4.5.2. Assurer la mise en œuvre effective du Plan d'alerte et de riposte face aux risques de catastrophes (y compris les inondations)				

OBJ-5 (TRANSV). Création d'un cadre de gouvernance habilitant pour la mise en œuvre effective du PAS						
Domaines d'Actions	Actions	Calendrier				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
DA5.1. Promotion, opérationnalisation et mise en œuvre effective des dispositions pertinentes de la Charte de l'Eau du Lac Tchad	A5.1.1. Appuyer la vulgarisation de la Charte, y compris au besoin sa traduction dans les langues nationales					
	A5.1.2. Appuyer les Etats membres dans la mise à niveau et l'alignement des cadres juridiques et réglementaires nationaux aux dispositions de la Charte					
	A5.1.3. Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'expériences pilotes de mise en pratique de dispositifs de la Charte (exemples : préleveur-payeur; pollueur-payeur; etc.)					
	A5.1.4. Capitaliser les expériences de mise en œuvre des dispositifs de la Charte et engager le dialogue inclusif sur les leçons apprises					
DA5.2. Promotion et vulgarisation des dispositions pertinentes des conventions internationales sur l'eau – Convention sur l'eau (Helsinki, 1992) et Convention sur les cours d'eau (New York, 1997)	A5.2.1. Appuyer la vulgarisation des conventions internationales sur l'eau (Helsinki 1992 et New York 1997)					
	A5.2.2. Appuyer des activités de sensibilisation et plaidoyer pour la ratification des conventions sur l'eau par les pays membres de la CBLT					
	A5.2.3. Appuyer l'opérationnalisation aux niveaux national et régional des dispositions pertinentes des conventions internationales sur l'eau					
DA5.3. Gestion inclusive et équitable des ressources partagées et renforcement des capacités dans le domaine de l'hydro-diplomatie pour contribuer au retour de la paix durable	A5.3.1. Entreprendre étude sur l'identification des zones à risques de conflits transfrontaliers					
	A5.3.2. Renforcer les capacités de la CBLT dans la prévention et résolution des conflits transfrontaliers relatifs à l'utilisation des ressources					
	A5.3.3. Encourager et créer des opportunités de dialogue et de coopération transfrontalière entre structures administratives décentralisées et communautés locales					
	A5.3.4. Promouvoir des projets interétatiques hydrauliques et hydroélectriques structurants communs (ouvrages communs ou d'intérêt commun) – Charte de l'eau, chapitre 11					
	A5.3.5. Promouvoir la démarche de partage des bénéfices à l'échelle du BLT et des projets d'investissements interétatiques futurs – Charte de l'eau, chapitre 12 (article 76)					
	A5.3.6. Renforcer les capacités de la CBLT et des Etats membres dans le domaine de l'hydro-diplomatie à l'échelle du BLT					
DA5.4. Intégration de la dimension genre et renforcement du rôle des femmes dans la protection et l'exploitation durable des ressources du BLT	A5.4.1. Assurer la prise en compte du besoin de collecte de données désagrégées dans les programmes du BLT et des pays membres					
	A5.4.2. Lancer des programmes de valorisation et d'exploitation durable des ressources naturelles locales ciblant en priorité les femmes et les jeunes					
	A5.4.3. Soutenir des activités d'information et de sensibilisation ciblant les femmes dans la prévention et prise en charge des maladies hydriques et la gestion des ordures ménagères, etc					
DA5.5. Renforcement du niveau de préparation de la CBLT pour la mise en œuvre effective du PAS	A5.5.1. Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication et de mobilisation du financement pour le PAS.					
	A5.5.2. Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation du PAS et appuyer la mise en place et l'opérationnalisation du système d'information de la CBLT					
	A5.5.3. Appuyer la mise en application des conclusions pertinentes de l'audit organisationnel et institutionnel récemment réalisé;					
	A5.5.4. Renforcer les capacités des experts de la CBLT et des pays membres dans la formulation de projets bancables pour des financements innovants (fonds climat, financement mixte, etc.)					
	A5.5.5. Renforcer les capacités techniques et ressources opérationnelles de la CBLT pour une mise en œuvre effective du PAS					